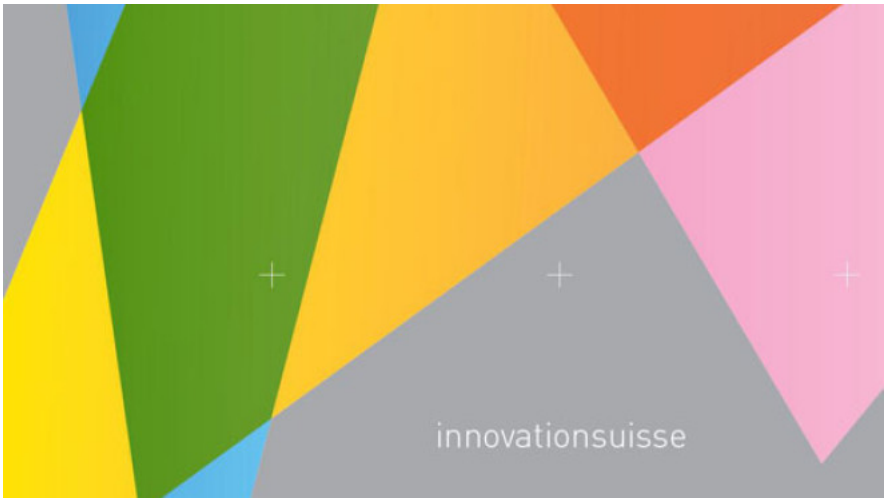
economiesuisse



Une politique d'innovation avisée mise sur la concurrence, la formation et des réseaux internationaux

L'innovation est la principale matière première de la Suisse et pourtant on ignore pour l'essentiel comment il est possible de l'encourager. Une enquête récente d'economiesuisse montre que, aux yeux des entreprises, la concurrence, la disponibilité de main-d'oeuvre ainsi que des hautes écoles solides sont les principaux facteurs externes pour stimuler l'innovation. Dans l'étude qu'elle présente aujourd'hui, l'organisation faîtière de l'économie indique ce que cela signifie pour la politique. Tout ce qui porte l'étiquette d'« encouragement de l'innovation » ne bénéficie pas à l'innovation.
Au cours de ces dernières semaines, economiesuisse a réalisé auprès d'experts issus des principales branches de l'économie suisse une enquête sur le thème de l'innovation. Les résultats montrent que l'innovation est vitale – non seulement dans l'industrie, mais également dans le secteur des services.Environ 24 % des entreprises considèrent qu'un vaste savoir-faire est un facteur clé pour le développement et la mise en oeuvre réussie de nouvelles idées. À cet égard, deux conditions jouent un rôle particulièrement important : l'esprit d'entreprise et la tradition d'innovation de l'entreprise. Ce constat contredit l'idée répandue selon laquelle, en Suisse, ce sont les jeunes start-up qui innovent le plus.

Les obstacles majeurs à l'innovation au sein des entreprises ont également été identifiés : 21 % des experts interrogés ont nommé l'insuffisance des moyens financiers, suivi d'une carence au niveau de l'esprit d'entreprise (17 %). Les experts n'en sont pas moins confiants en ce qui concerne les performances futures de la Suisse en matière d'innovation. Aujourd'hui, à l'occasion de la présentation des résultats, Rudolf Minsch, chef économiste d'economiesuisse, a

déclaré : « On s'attend en particulier à ce que les technologies de l'information favorisent l'émergence de nouveaux services, produits, processus et systèmes de commercialisation. Les biotechnologies, les nanotechnologies, les technologies moléculaires, le génie génétique et les technologies de la fusion renferment également un vaste potentiel d'innovation en Suisse. »

L'innovation et la production vont main dans la main

Dans les milieux politiques, l'innovation est un terme utilisé à tout-va – il n'y a guère de parti qui n'ait inscrit son encouragement sur son programme. Ulrich Jakob Looser, président de la Commission Formation et recherche d'economiesuisse, a déclaré à ce propos : « Le fait que l'économie privée, et non l'État, soit à l'origine de 73 % des dépenses de recherche-développement (R-D) constitue un atout de la Suisse. » Que peut faire la politique dans ce domaine ? L'étude d'economiesuisse qui paraît également aujourd'hui « Politique d'innovation en Suisse : facteurs de succès et impasses » fournit des réponses. Elle analyse huit solutions en matière d'encouragement de l'innovation, dont quatre sont jugées efficaces. L'une d'elle est l'amélioration constante de la compétitivité de la place économique suisse – dans le but notamment de maintenir en Suisse des entreprises productrices.

Christoph Tober, CEO du fabriquant de tissus de précision Sefar Holding SA, a également souligné que la recherche-développement (R-D) et la production sont inséparables : « Chez Sefar, l'innovation a lieu à chaque poste de travail. C'est par une multitude de petites améliorations successives que nous allons de l'avant. Cela nous permet d'avoir une longueur d'avance par rapport à la concurrence étrangère. » De tels succès ne sont possibles qu'avec de très bons collaborateurs, comme ceux issus du système de formation dual de la Suisse. Autrement dit, une académisation accrue des filières de formation nuirait à la capacité d'innovation de la Suisse – une autre conclusion de l'étude d'economiesuisse.

Des hautes écoles solides sont un pôle d'attraction

Aussi la Suisse doit-elle continuer de consolider ses hautes écoles afin de pouvoir défendre sa position de pointe internationale dans le domaine de l'innovation. Un effort financier est nécessaire en particulier dans les filières scientifiques et les mathématiques. En effet, des institutions tels que l'EPFZ non seulement forment des personnes innovantes, mais elles sont également un pôle d'attraction et un partenaire bienvenu pour des entreprises innovantes du monde entier. L'exemple d'IBM : en mai 2011, le groupe actif dans les technologies a ouvert conjointement avec l'EPFZ un nouveau centre de recherche dédié aux nanotechnologies à Rüschlikon, auquel participe également l'EMPA (Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche). Alain Gut, directeur Public Sector chez IBM Suisse estime que ce centre concrétise un concept d'avenir : « Le nouveau centre offre un environnement de recherche optimal. Doté des techniques les plus récentes, il constitue un pôle d'attraction pour quelques-uns des meilleurs scientifiques du monde. Innovation garantie ! »

D'après l'étude d'economiesuisse, la politique peut apporter un soutien actif dans ces domaines, mais devrait renoncer à appliquer certaines recettes. Des exemples étrangers préoccupants montrent notamment que des subventions massives en faveur d'une branche jugée prometteuse n'induisent pas une augmentation de l'innovation, mais des coûts élevés pour la collectivité. Il n'est pas non plus judicieux de combiner l'encouragement de l'innovation avec des mesures

étatiques visant à promouvoir la conjoncture. En effet, les bonnes idées fleurissent surtout là où l'échec est permis.

Pour toutes questions :
Cristina Gaggini, directrice romande
Téléphone : 078 781 82 39
Courriel : Présentations Powerpoint (allemand)